

Revue de presse

La ministre de la Fonction publique a évoqué la « possibilité » d'une hausse du point d'indice.

Les Echos
LE QUOTIDIEN DE L'ECONOMIE

du 13/01/2016

Le rendez-vous salarial prévu en février dans la fonction publique sera tenu, a confirmé mercredi la ministre de la Fonction publique, Marylise Lebranchu. Le gouvernement s'y était engagé en juin et l'échéance était inscrite dans l'accord sur l'amélioration de leurs carrières. « Symboliquement, ouvrir une négociation salariale avec les fonctionnaires, c'est normal parce que ce sont des gens à qui on dit merci, [...] qui sont là dans les grandes crises, on l'a vu malheureusement », a-t-elle expliqué sur LCP.

Si une revalorisation salariale est probable dans la dernière ligne droite avant la présidentielle, Marylise Lebranchu a entretenu le flou sur un éventuel dégel du point d'indice qui sert de base au calcul du salaire des fonctionnaires. « C'est une possibilité », a-t-elle admis. Mais en prenant soin d'ajouter : « On verra en fonction de la croissance, mais aussi des dépenses supplémentaires ; les fonctionnaires le comprennent quand on crée 9.000 emplois de plus ». La ministre ne veut visiblement pas entretenir de faux espoirs : le rendez-vous salarial ne sera « sans doute pas à la hauteur » des demandes syndicales, a-t-elle encore précisé.

Pression syndicale

« Ce ne sont pas des signaux très encourageants », réagit Jean-Marc Canon, de la CGT. Cet adepte de la litote ajoute : « Si on ouvre une négociation sur une hausse de 0,2 % et qui monte au bout de trois séances à 0,3 %, je ne suis pas sûr que cela nous comble d'aise à la CGT ». La centrale a déjà prévu de mobiliser, avec FO et Sud, mais sans la FSU, le 26 janvier. L'initiative aura valeur de test sur la sensibilité du sujet chez les fonctionnaires. Mais elle s'annonce limitée.

L'équation s'annonce complexe pour le gouvernement, aussi sous la pression des syndicats réformistes qui ont soutenu la réforme des carrières.

« [Cette dernière] ne se conçoit que s'il y a revalorisation indiciaire », insiste Luc Farré, de l'UNSA fonctionnaires, qui s'« étonne que, quatre ans après l'alternance, un gouvernement de gauche n'ait pas ouvert de négociations salariales dans la fonction publique, alors qu'il prône à tout-va le dialogue social ».